

Les contrats destinés à la fourniture du service universel de renseignements précisent, notamment, les modalités d'accès aux données des abonnés.

Art. 5. Selon les conditions prévues dans le contrat visé à l'article 4, les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public transmettent dans les meilleurs délais aux prestataires, les données de leurs abonnés qui ont donné leur consentement à cet effet.

Art. 6. Les données abonnés transmises aux prestataires, par les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public, sont limitées aux données abonnés nécessaires, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement exprès à la publication de données supplémentaires en ce compris le prénom complet, l'activité professionnelle de l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitant avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre.

Ces données supplémentaires sont celles recueillies auprès du titulaire d'un contrat d'abonnement, par les personnes offrant un service téléphonique accessible au public, lors de la souscription de ce contrat, ou de la dernière modification de celui-ci.

Lors de la conclusion du contrat d'abonnement, ainsi que lors de chaque modification de celui-ci, les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public informent leurs clients de la possibilité de demander ou de modifier la publication des données utilisateurs finals les concernant.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 7. Notre Ministre qui a les Communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

In de contracten die bestemd zijn voor de levering van de universele inlichtingendienst worden onder andere de nadere regels verduidelijkt inzake toegang tot de abonneegegevens.

Art. 5. Volgens de voorwaarden die vastgelegd zijn in het in artikel 4 bedoelde contract, bezorgen de personen die een openbare telefoondienst verstrekken, zo spoedig mogelijk aan de aanbieders, de gegevens van hun abonnees die daarvoor hun toestemming hebben verleend.

Art. 6. De abonneegegevens die aan de aanbieders, worden overgezonden door de personen die een openbare telefoondienst verstrekken, zijn beperkt tot de noodzakelijke abonneegegevens, tenzij de abonnee uitdrukkelijk heeft ingestemd met de publicatie van extra gegevens, waaronder de volledige voornaam, de beroepsbezigheid van de eindgebruiker en de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam in de gids opgenomen willen worden.

Die extra gegevens zijn diegene die de personen die een openbare telefoondienst verstrekken, bij de houder van een abonnementscontract hebben verzameld bij de ondertekening van dat contract of bij de laatste wijziging daarvan.

Bij het afsluiten van het abonnementscontract, alsook bij elke wijziging ervan brengen de personen die een openbare telefoondienst verstrekken hun klanten op de hoogte van de mogelijkheid om de publicatie van de eindgebruikergegevens die op hen betrekking hebben aan te vragen of te wijzigen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 7. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Elektronische Communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3047 [C — 2007/11251]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif aux conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration à faire auprès de l'Institut

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à votre approbation a pour objet de mettre en œuvre les dispositions de l'article 45 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et principalement l'alinéa 2 du 1^{er} paragraphe de cet article 45.

Ces dispositions concernent les annuaires qui sont un outil essentiel pour l'accès aux services téléphoniques.

L'article 45 de la loi stipule que toute personne qui souhaite confectionner, vendre ou distribuer un annuaire est tenue de faire une déclaration auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Cette déclaration concerne tous les éditeurs d'annuaires, y compris la personne qui sera chargée d'éditer l'annuaire universel dont il est question à l'article 87 de la loi. Ce dernier indiquera cependant dans sa déclaration les dispositions particulières de ce service imposées par l'annexe à la loi.

Le présent arrêté détermine dès lors la forme que doit prendre cette déclaration, la nature des données qui doivent figurer dans l'annuaire, ainsi que les modalités de distribution des annuaires.

Il est à noter que le présent arrêté est destiné à remplacer l'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet. Certaines dispositions de cet arrêté qui ne sont pas en contradiction avec la loi ont cependant été reprises dans le présent texte.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3047 [C — 2007/11251]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de aangifte die bij het Instituut moet worden gedaan

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter goedkeuring wordt voorgelegd, heeft tot doel de bepalingen van artikel 45 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie uit te voeren, en voornamelijk het tweede lid van de eerste paragraaf van dat artikel 45.

Die bepalingen hebben betrekking op de telefoongidsen, die een essentieel middel zijn voor de toegang tot de telefoondiensten.

Artikel 45 van de wet schrijft voor dat al wie een telefoongids wenst te vervaardigen, verkopen of verspreiden, verplicht is een aangifte te doen bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. Die aangifte heeft betrekking op alle uitgevers van telefoongidsen, met inbegrip van de persoon die belast zal zijn met de uitgave van de universele telefoongids, waarvan sprake in artikel 87 van de wet. De laatstgenoemde zal echter in zijn aangifte de bijzondere bepalingen van die dienst vermelden die opgelegd zijn door de bijlage bij de wet.

Dit besluit bepaalt daarom de vorm die de aangifte moet aannemen, de aard van de gegevens die in de telefoongids moeten worden vermeld, alsook de nadere regels inzake verspreiding van de telefoongidsen.

Er dient te worden opgemerkt dat dit besluit bestemd is om het koninklijk besluit van 14 september 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp, te vervangen. Sommige bepalingen van dat besluit die niet in strijd zijn met de wet, zijn echter in de onderhavige tekst overgenomen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 1^{er} reprend diverses définitions.

Il est à remarquer que les données abonnées fournies par l'opérateur ne sont pas nécessairement celles de l'abonné lui-même, mais bien celles de l'utilisateur final du raccordement, telles que communiquées par l'abonné. Il est en effet assez fréquent qu'une personne contracte un abonnement au bénéfice d'un tiers.

La notion de « données abonnées minimales » définit les données minimales à collecter nécessairement par l'opérateur auprès des abonnés qui souhaitent figurer sur les listes destinées aux annuaires ou aux services de renseignements téléphoniques.

L'article 2 traite des modalités d'envoi de la déclaration par laquelle une personne indique qu'elle souhaite éditer un annuaire, ainsi que du contenu de cette déclaration.

Les 1^o et 2^o n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les données nécessaires à la confection des annuaires mentionnées au 3^o peuvent être recueillies, par exemple, auprès des opérateurs ou même directement auprès des abonnés. Par contre, en vertu des dispositions de l'article 45, § 4, de la loi, un éditeur d'annuaires ne peut utiliser les données reçues qu'en vue de la fourniture d'un annuaire, ce qui fait obstacle à la revente des données par les éditeurs d'annuaires.

Un éditeur est libre de déterminer comme il l'entend la zone de couverture de son annuaire dont il est fait référence au 4^o. La définition de cette zone de couverture est nécessaire afin de permettre la bonne application des dispositions de l'alinéa 1^{er} in fine de l'article 3 relatif aux catégories de personnes pouvant figurer gratuitement dans l'annuaire.

De même, la définition des catégories professionnelles mentionnées au 5^o est nécessaire afin de permettre la bonne application des dispositions de l'article 3, alinéa 1^{er}, relatives à la distribution des annuaires.

Le financement dont question au 6^o peut être assuré entre autres par la publicité, par des mentions payantes ou le produit de la vente des annuaires.

Afin de pouvoir vérifier si les sources de données sont conformes aux prescriptions légales et ne risquent pas de porter atteinte au respect de la vie privée, l'article 3 précise que l'Institut doit être informé de l'origine des données. On pourrait en quelque sorte parler d'un contrôle de la traçabilité des données.

L'article 4 prévoit que toutes les données utilisateurs reprises dans l'annuaire seront, sauf consentement de l'abonné, limitées au strict minimum nécessaire pour permettre l'identification de l'utilisateur final. Ainsi, dans le concept de donnée minimale ne figure que l'initiale du prénom de l'utilisateur final. A la demande de l'abonné, le prénom complet de l'utilisateur final doit cependant être mentionné et ce sans frais supplémentaires. L'abonné peut en effet estimer que la simple initiale du prénom est insuffisante pour permettre l'identification de l'utilisateur.

Il est à noter également que les dispositions de l'article 4, alinéa 1^{er}, imposent, sous réserve de l'accord de l'abonné, que tous les utilisateurs finals entrant dans la ou les catégories visées par un annuaire figurent dans celui-ci. A cette fin, les opérateurs sont dès lors tenu de prévoir dans le contrat avec leur client de demander entre autres la ou les catégories de professions libérales ou d'activités commerciale, industrielle ou artisanale exercées par les utilisateurs finals. Cette mention est gratuite. L'abonné, s'il le souhaite peut également solliciter l'opérateur pour que figurent dans l'annuaire des données relatives aux personnes qui cohabitent avec l'utilisateur final et qui ont demandé à figurer dans l'annuaire. Ces mentions sont également gratuites.

Il est à souligner que le fait de ne pas avoir signé un contrat publicitaire avec l'éditeur d'annuaires ne peut être considéré comme le refus de voir insérées dans l'annuaire les mentions énumérées ci-dessus.

Pour les opérateurs mobiles, on considérera que l'adresse de raccordement est l'adresse mentionnée par l'abonné.

Afin de permettre à l'Institut d'exercer son pouvoir général de contrôle quant à l'application des dispositions de la loi notamment dans le domaine des annuaires et des services de renseignements,

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1 bevat diverse definities.

Er dient te worden opgemerkt dat de abonneegegevens die door de operator worden verstrekt, niet noodzakelijk de gegevens van de abonnee zelf zijn, maar wel die van de eindgebruiker van de aansluiting, zoals die door de abonnee zijn meegedeeld. Het komt namelijk nogal vaak voor dat een persoon een abonnement neemt ten gunste van een derde.

Het begrip « minimale abonneegegevens » definieert de minimale gegevens die de operator noodzakelijkerwijs moet verzamelen bij de abonnees die op de lijsten willen voorkomen die bestemd zijn voor de telefoongidsen en voor de telefooninlichtingendiensten.

Artikel 2 gaat over de wijze van verzending van de aangifte waarmee een persoon laat weten dat hij een telefoongids wil uitgeven, alsook over de inhoud van die aangifte.

De punten 1^o en 2^o behoeven geen bijzondere commentaar.

De gegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van de in punt 3^o vermelde telefoongidsen kunnen worden verzameld bijvoorbeeld bij de operatoren of zelfs rechtstreeks bij de abonnees. Krachtens de bepalingen van artikel 45, § 4, van de wet, mag een uitgever van telefoongidsen de ontvangen gegevens echter alleen maar gebruiken voor de verstrekking van een telefoongids, hetgeen de doorverkoop van de gegevens door de uitgevers van telefoongidsen verhindert.

Een uitgever mag vrij bepalen wat hij verstaat onder de dekkingszone van zijn telefoongids, waarnaar in punt 4^o verwezen wordt. De omschrijving van die dekkingszone is nodig om correct de bepalingen te kunnen toepassen van het eerste lid in fine van artikel 3 met betrekking tot de categorieën van personen die gratis in de telefoongids mogen worden vermeld.

Zo ook is de omschrijving van de in punt 5^o vermelde beroepscategorieën nodig om de bepalingen van artikel 3, eerste lid, met betrekking tot de verspreiding van de telefoongidsen correct te kunnen toepassen.

De financiering waarvan sprake in punt 6^o, kan worden gewaarborgd onder andere via reclame, vermeldingen tegen betaling of de opbrengst van de verkoop van de telefoongidsen.

Om te kunnen nagaan of de gegevensbronnen aan de wettelijke voorschriften voldoen en geen schending van de persoonlijke levenssfeer met zich kunnen brengen, verduidelijkt artikel 3 dat het Instituut moet worden ingelicht over de oorsprong van de gegevens. Men zou in zekere zin kunnen spreken van een controle van de traceerbaarheid van de gegevens.

Artikel 4 schrijft voor dat alle gebruikersgegevens die in de telefoongids worden opgenomen, behalve met de instemming van de abonnee, beperkt zullen blijven tot het strikte minimum dat nodig is om de eindgebruiker te identificeren. Zo zal in het concept van minimumgegeven alleen de beginletter van de voornaam van de eindgebruiker worden vermeld. Op verzoek van de abonnee moet echter de volledige voornaam van de eindgebruiker worden vermeld en dit zonder extra kosten. De abonnee kan namelijk vinden dat de beginletter van de voornaam onvoldoende is om de gebruiker te identificeren.

Tevens moet worden opgemerkt dat de bepalingen van artikel 4, eerste lid, onder voorbehoud van de instemming van de abonnee, de verplichting opleggen dat alle eindgebruikers die in de categorie of categorieën vallen die door een telefoongids wordt of worden beoogd, daarin worden opgenomen. Met dat doel zijn de operatoren daarom verplicht om ervoor te zorgen dat in het contract met hun klant wordt gevraagd naar onder andere de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten die door de eindgebruikers worden uitgeoefend. Die vermelding is gratis. Indien hij dat wenst kan de abonnee de operator ook vragen om in de telefoongids gegevens op te nemen over de personen die met de eindgebruiker samenwonen en die gevraagd hebben om in de telefoongids te staan. Die vermeldingen zijn eveneens gratis.

Er moet worden benadrukt dat het feit dat er geen reclamecontract met de uitgever van telefoongidsen is afgesloten, niet mag worden beschouwd als de weigering om de hierboven opgesomde vermeldingen in de gids te laten opnemen.

Voor de mobiele operatoren wordt ervan uitgegaan dat het adres van aansluiting het adres is dat door de abonnee wordt opgegeven.

Om het Instituut in staat te stellen om zijn algemene controlebevoegdheid uit te oefenen in verband met de toepassing van de bepalingen van de wet, met name op het gebied van de telefoongidsen en van de

l'article 5 prévoit que les éditeurs d'annuaires remettront gratuitement à l'Institut 3 exemplaires à jour de leurs annuaires. Cette obligation concerne tant les annuaires qui sont remis gratuitement au public que ceux qui sont diffusés contre paiement.

L'article 6 vise à abroger l'arrêté royal du 14 septembre 1999 qui organisait le régime des annuaires. Ceci est justifié par les nouvelles dispositions en matière d'annuaires introduites par la loi du 13 janvier 2005 sur les communications électroniques.

L'article 7 n'appelle pas de commentaires.

L'avis du Conseil d'Etat n° 42.639/4, du 24 avril 2007, a été partiellement suivi.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur l'article 4 du projet d'arrêté, évoquant un problème potentiel de cohérence et de double emploi avec l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n'a pas été suivie. La raison en est que le risque d'incohérence ou de double emploi disparaît dès lors que l'on prend en compte le fait que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne l'utilisation qui peut être éventuellement faite d'un annuaire, tandis que l'article 4 du projet d'arrêté concerne quant à lui la nature des données à transmettre aux fournisseurs d'annuaires. Ces deux questions distinctes sont traitées par chacune des dispositions en question, qui prévoient chacune un régime spécifique pour la formulation par les personnes concernées de leur consentement en vue d'autres applications de l'annuaire, ou d'autres données à faire figurer dans l'annuaire.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur l'article 4 du projet d'arrêté, évoquant une gratuité excessive au regard de la liberté de commerce et d'industrie, n'a pas été retenue. Ceci est dû au fait que cette gratuité poursuit un objectif légitime, à savoir d'éviter que les utilisateurs des annuaires ne se trouvent en présence d'annuaires incomplets et soient trompés quant à l'existence d'un certain nombre d'acteurs des différents secteurs de l'économie, en raison précisément du caractère incomplet d'un annuaire. Cette gratuité est en outre proportionnée à l'objectif poursuivi, dans la mesure où elle se limite aux données minimales, telles que définies à l'article 1^{er} du projet d'arrêté, toute mention supplémentaire pouvant être payante.

Nous avons l'honneur d'écrire,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWIGHEN

AVIS 42.639/4 du 24 avril 2007

de la section de législation du Conseil d'Etat

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 28 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif aux conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration à faire auprès de l'Institut », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Préambule

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement légal l'article 45 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

inlichtingendiensten, bepaalt artikel 5 dat de uitgevers van telefoongidsen het Instituut gratis 3 bijgewerkte exemplaren van hun telefoongidsen moeten verstrekken. Die verplichting geldt zowel voor de telefoongidsen die gratis aan het publiek worden verstrekt als voor diegene die tegen betaling worden verspreid.

Artikel 6 beoogt de opheffing van het koninklijk besluit van 14 september 1999 dat het stelsel van de telefoongidsen regelde. Dit is gerechtvaardigd door de nieuwe bepalingen inzake telefoongidsen die ingevoerd zijn door de wet van 13 januari 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Artikel 7 behoeft geen commentaar.

Het advies van de Raad van State nr. 42.639/4, van 24 april 2007, werd gedeeltelijk gevolgd.

De opmerking van de Raad van State met betrekking tot artikel 4 van het ontwerpbesluit in verband met een potentieel probleem van coherentie en overlapping met artikel 133 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie is niet gevolgd. De reden daarvoor is dat het gevaar voor incoherentie of overlapping wegvalt doordat rekening wordt gehouden met het feit dat artikel 133 van de wet van 13 juni 2005 slaat op het gebruik dat eventueel van een telefoongids kan worden gemaakt, terwijl artikel 4 van het ontwerpbesluit betrekking heeft op de aard van de gegevens die aan de leveranciers van telefoongidsen moeten worden bezorgd. Die twee afzonderlijke kwesties worden behandeld door elk van de bepalingen in kwestie, die elk in een specifiek stelsel voorzien voor de formulering door de betrokken personen van hun instemming met het oog op andere toepassingen van de telefoongids of andere gegevens die in de telefoongids moeten worden vermeld.

De opmerking van de Raad van State met betrekking tot artikel 4 van het ontwerpbesluit in verband met een overdreven kosteloosheid ten aanzien van de vrijheid van handel en nijverheid is niet in aanmerking genomen. Dit komt door het feit dat die kosteloosheid een gerechtvaardigde doelstelling nastreeft, namelijk te vermijden dat de gebruikers van de telefoongidsen geconfronteerd worden met onvolledige telefoongidsen en misleid worden over het bestaan van een aantal spelers in de verschillende economische sectoren, net wegens de onvolledigheid van een telefoongids. Die kosteloosheid is bovendien evenredig met het streefdoel, omdat ze beperkt blijft tot de minimale gegevens, zoals die gedefinieerd zijn in artikel 1 van het ontwerpbesluit, waarbij extra vermeldingen tegen betaling kunnen zijn.

We hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

ADVIES 42.639/4 van 24 april 2007

van de afdeling wetgeving van de Raad van State

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de aangifte die bij het Instituut moet worden gedaan », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. Het ontwerpbesluit geeft aan zijn rechtsgrond te ontleen aan artikel 45 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Le paragraphe 1^{er} de cet article impose la consultation préalable de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « I.B.P.T. »).

En l'espèce, l'avis de l'I.B.P.T., daté du 29 mars 2007, a été transmis au Conseil d'Etat, par le délégué de la ministre. Le préambule doit être complété par la mention de la date de cet avis.

Il reste toutefois que cet avis mentionne qu'il porte sur une version du texte en projet datée du 2 juin 2006. S'il s'avère que cette version a fait l'objet de modifications après sa transmission à l'I.B.P.T., il appartient alors à l'auteur du projet de solliciter l'avis de l'I.B.P.T. sur la version définitive.

2. L'accord du Ministre du Budget et l'avis de l'Inspecteur des Finances ne sont pas requis sur le texte en projet en vertu des articles 5, 2°, et 14, 1°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Afin d'éviter toute confusion sur le caractère obligatoire de la consultation de ces instances, ces accord et avis ne doivent pas être visés au préambule dont les alinéas 3 et 4 seront omis.

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 1^{er}, 5°, définit le « fournisseur de service de renseignements ».

Cette notion est sans rapport avec le texte en projet. Elle sera remplacée par la notion de « fournisseur des annuaires », employée dans les dispositions suivantes du texte en projet.

Article 4

1. L'article 4 de l'arrêté en projet paraît faire double emploi avec l'article 133, § 1^{er}, alinéas 4, 5 et 6, de la loi du 13 juin 2005.

Interrogé à ce propos, le délégué de la ministre a répondu ce qui suit:

« [...] il faut bien voir que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne la relation entre un opérateur et son client, tandis que les articles 4 contenus dans les arrêtés en projet visent plutôt la relation entre un abonné et le fournisseur d'un annuaire ou d'un service de renseignements.

L'article 133 vise à permettre un contrôle, en amont, du flux des données personnelles vers un fournisseur d'annuaire ou de service de renseignements et impose un certain nombre d'obligations aux fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public. L'article 4 des textes en projet impose des obligations aux fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements. Il n'y a donc ni redondance, ni violation d'une norme de degré supérieur. »

Cette explication ne saurait être retenue.

En effet, si les alinéas 1^{er}, 2 et 3, de l'article 133, § 1^{er}, sont bien rédigés en des termes tels qu'ils s'adressent avant tout aux fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public, il n'en va pas de même pour les alinéas suivants de ce paragraphe, spécialement ses alinéas 5 et 6, qui visent directement les annuaires et services de renseignements téléphoniques.

Ainsi, ces deux alinéas disposent comme suit :

« Si l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique peut être utilisé pour d'autres applications que la recherche de données à caractère personnel sur la base du nom, et, le cas échéant, le domicile, la résidence ou le lieu d'établissement de l'abonné, l'annuaire ou le service de renseignements téléphonique ne peut offrir ces applications que si l'abonné en question donne son consentement distinct à cet effet.

Par consentement au sens du présent article, on entend la manifestation de volonté libre, spécifique et basée sur des informations par laquelle l'intéressé ou son représentant légal accepte que des données à caractère personnel le concernant soient traitées pour l'application visée à l'alinéa précédent. »

Le texte en projet doit être revu de manière à assurer sa cohérence avec l'article 133 précité et à éviter tout double emploi. A ce propos, il n'appartient pas à un arrêté royal de rappeler, répéter, paraphraser ou résumer des règles qui figurent déjà dans des dispositions de nature législative. Outre qu'un tel procédé est inutile, il peut laisser entendre qu'il est au pouvoir du Roi de modifier ces règles, alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

Paragraaf 1 van dit artikel schrijft voor dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna het « BIPT ») vooraf om advies moet worden gevraagd.

In het onderhavige geval is het advies van het BIPT, gedateerd 29 maart 2007, aan de Raad van State overgezonden door de gemachtigde van de minister. De aanhef moet worden aangevuld met de opgave van de datum van het advies.

Dit advies vermeldt evenwel dat het betrekking heeft op een versie van de ontwerpakte die dateert van 2 juni 2006. Indien blijkt dat deze versie gewijzigd is nadat ze aan het BIPT is gezonden, dient de steller van het ontwerp het BIPT te verzoeken om een advies over de definitieve versie.

2. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting en het advies van de Inspecteur van Financiën zijn krachtens de artikelen 5, 2°, en 14, 1°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole niet vereist voor de ontworpen tekst.

Teneinde elke verwarring omtrent de verplichte aard van de raadpleging van die instanties weg te nemen, behoeft naar die akkoordbevinding en dat advies niet te worden verwezen in de aanhef, zodat het derde en het vierde lid ervan dienen te vervallen.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1, 5°, geeft een definitie van de « aanbieder van een inlichtingendienst ».

Dit begrip houdt geen verband met de ontwerpakte. Het moet worden vervangen door het begrip « aanbieder van telefoongidsen », dat verderop in de ontwerpakte wordt gebruikt.

Artikel 4

1. Artikel 4 van het ontwerpbesluit lijkt een overbodige herhaling te zijn van artikel 133, § 1, vierde, vijfde en zesde lid, van de wet van 13 juni 2005.

Daaromtrent om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

« [...] il faut bien voir que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne la relation entre un opérateur et son client, tandis que les articles 4 contenus dans les arrêtés en projet visent plutôt la relation entre un abonné et le fournisseur d'un annuaire ou d'un service de renseignements.

L'article 133 vise à permettre un contrôle, en amont, du flux des données personnelles vers un fournisseur d'annuaire ou de service de renseignements et impose un certain nombre d'obligations aux fournisseurs d'un service téléphonique accessible au public. L'article 4 des textes en projet impose des obligations aux fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements. Il n'y a donc ni redondance, ni violation d'une norme de degré supérieur. »

Deze uitleg gaat niet op.

Het eerste, tweede en derde lid van artikel 133, § 1, zijn immers wel degelijk aldus geredigeerd dat ze zich vooral richten tot de aanbieders van een openbare telefoniedienst, maar dit geldt niet voor de volgende leden van die paragraaf, inzonderheid het vijfde en het zesde lid, waarin rechtstreeks wordt verwezen naar de telefoongidsen en de telefooninlichtingendiensten.

Deze twee leden luiden als volgt :

« Indien de telefoongids of de telefooninlichtingendienst gebruikt kan worden voor andere toepassingen dan het zoeken van persoonsgegevens op basis van de naam en, in voorkomend geval, de woon-, verblijf- of vestigingsplaats van de abonnee, mag de telefoongids of de telefooninlichtingendienst deze toepassingen slechts aanbieden, indien de betrokken abonnee daarvoor zijn duidelijke toestemming heeft gegeven.

Onder toestemming in de zin van dit artikel wordt verstaan de vrije, specifieke en op informatie berustende wilsuiving, waarmee de betrokken abonnee of zijn wettelijke vertegenwoordiger aanvaardt dat persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, voor de in het vorige lid bedoelde toepassing worden verwerkt. »

De ontwerpakte moet aldus worden herzien dat hij samenhang vertoont met het voornoemde artikel 133 en dat iedere overbodige herhaling wordt voorkomen. In dat opzicht staat het niet aan een koninklijk besluit om regels in herinnering te brengen, te herhalen, te parafraseren of samen te vatten die reeds in wetsbepalingen voorkomen. Een zodanige werkwijze is niet alleen onnodig, maar ze kan bovendien de indruk wekken dat het tot de bevoegdheid van de Koning behoort om die regels te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toekomt.

2. Quant à la seconde phrase de la disposition à l'examen, elle est difficilement compréhensible, spécialement en ce qu'elle emploie les termes « données de base », dont on ne sait s'ils visent toutes les données énumérées à la phrase précédente, ou s'ils visent exclusivement les « données minimales ».

Par ailleurs, interrogé sur le régime favorable mis en place par le texte en projet à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, de l'arrêté en projet, le délégué de la ministre a exposé ce qui suit :

« [...] l'objectif consiste à contraindre les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements qui organisent leur présentation de telle sorte qu'apparaissent un certain nombre de catégories professionnelles, à faire figurer gratuitement, dans chacune des catégories qu'ils ont choisi d'intégrer dans leur annuaire ou service de renseignement, l'ensemble des acteurs concernés par cette catégorie qui en font la demande, avec la spécificité en ce qui concerne les annuaires qu'ils ne sont tenus de reprendre que les acteurs appartenant au découpage géographique couvert par l'annuaire. Cette obligation ne vise que les mentions minimales, et non d'éventuelles mentions à caractère publicitaire qui, elles, seraient payantes. L'on évite de la sorte que les personnes consultant ces annuaires ou services de renseignements soient trompées quant au caractère incomplet dudit annuaire ou service de renseignement.

Une disposition identique figurait déjà à l'article 3 de l'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet (*Moniteur belge* 18 septembre 1999, pp. 34868 et s.). »

Si cette explication permet de comprendre le but poursuivi, mieux que ne le permet le rapport au Roi, il reste que dans la mesure où la disposition ne concerne pas une composante du service universel, elle impose une gratuité qui apparaît excessive au regard de la liberté de commerce et d'industrie.

Article 7

Il résulte de l'article 5 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

A moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de :

MM.

Ph. HANSE, président de chambre,

P. LIENARDY, conseiller d'Etat,

J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat,

Madame C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

Le greffier,

C. GIGOT

Le président,

Ph. HANSE

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif aux conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration à faire auprès de l'Institut

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 45;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 26 avril 2007;

Vu l'avis 42.639/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007;

2. De tweede zin van de onderzochte bepaling is moeilijk te begrijpen, inzonderheid in zoverre daarin het woord « basisgegevens » voorkomt, waarvan niet duidelijk is of het alle gegevens opgesomd in de vorige zin omvat, dan wel of het alleen op de « minimale gegevens » slaat.

Om uitleg gevraagd over de gunstige regeling die de ontwerptekst invoert ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 5°, van het ontwerpbesluit, heeft de gemachtigde van de minister voorts gesteld :

« [...] l'objectif consiste à contraindre les fournisseurs d'annuaires et de services de renseignements qui organisent leur présentation de telle sorte qu'apparaissent un certain nombre de catégories professionnelles, à faire figurer gratuitement, dans chacune des catégories qu'ils ont choisi d'intégrer dans leur annuaire ou service de renseignement, l'ensemble des acteurs concernés par cette catégorie qui en font la demande, avec la spécificité en ce qui concerne les annuaires qu'ils ne sont tenus de reprendre que les acteurs appartenant au découpage géographique couvert par l'annuaire. Cette obligation ne vise que les mentions minimales, et non d'éventuelles mentions à caractère publicitaire qui, elles, seraient payantes. L'on évite de la sorte que les personnes consultant ces annuaires ou services de renseignements soient trompées quant au caractère incomplet dudit annuaire ou service de renseignement.

Une disposition identique figurait déjà à l'article 3 de l'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet (*Belgisch Staatsblad* 18 septembre 1999, pp. 34868 et s.). »

Deze uitleg maakt het weliswaar mogelijk het beoogde doel beter te begrijpen dan op basis van het verslag aan de Koning, maar aldus wordt, in zoverre de bepaling geen bestanddeel van de universele dienst betreft, een kosteloosheid opgelegd die buitensporig lijkt in het licht van de vrijheid van handel en nijverheid.

Artikel 7

Uit artikel 5 volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt, de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Ph. HANSE, kamervoorzitter,

P. LIENARDY, staatsraad,

J. JAUMOTTE, staatsraad,

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. JAUMOTTE.

De griffier,

C. GIGOT

De voorzitter,

Ph. HANSE

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de aangifte die bij het Instituut moet worden gedaan

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie gegeven op 26 april 2007;

Gelet op het advies 42.639/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2° « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3° « données abonnés » : les informations recueillies auprès de l'abonné par les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals, et nécessaires à la fourniture d'un service de renseignements;

4° « données abonnés minimales » : les données à caractère personnel minimales permettant l'identification de l'utilisateur final du raccordement, consistant en :

a) le nom ou la dénomination sociale de la personne désignée à cet effet par l'abonné;

b) l'initiale ou les initiales du prénom usuel dans le cas d'un utilisateur personne physique;

c) l'adresse de l'utilisateur avec l'indication du nom de la rue, du numéro de l'immeuble et de la localité;

5° « fournisseur d'annuaire » : la personne qui a introduit une déclaration conformément à l'article 45 de la loi en vue de fournir un annuaire.

CHAPITRE II. — *Les annuaires*

Art. 2. § 1^{er}. La déclaration, dont il est question à l'article 45 de la loi, est envoyée par courrier recommandé à la poste, à l'attention de l'Institut.

Cette déclaration comprend :

1° l'identité et l'adresse du déclarant. Si le déclarant est une personne morale, la forme, la dénomination et la désignation précise du siège social de la société ainsi qu'une copie des statuts;

2° un engagement à conclure, dans les deux mois qui suivent le dépôt de la déclaration auprès de l'Institut, un accord avec le service de médiation pour les télécommunications.

Cet accord détermine les modalités de traitement des plaintes dont question à l'article 43bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

3° l'origine des données servant de base à l'édition de l'annuaire;

4° la définition de la couverture territoriale envisagée;

5° le cas échéant, la ou les catégories de professions libérales ou d'activités commerciale, industrielle ou artisanale reprises dans l'annuaire;

6° le mode de financement envisagé;

7° outre la fourniture de données abonnés, le ou les autres services couverts par l'annuaire;

8° les conditions de mise à disposition de l'annuaire au public;

9° les éventuelles conditions de récupération des annuaires remplacés;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « wet » : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° « Instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3° « abonneegegevens » : de inlichtingen die de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden bij de abonnee hebben verzameld en die nodig zijn voor de verstrekking van een inlichtingendienst;

4° « minimale abonneegegevens » : de minimale persoonsgebonden gegevens waarmee de eindgebruiker van de aansluiting kan worden geïdentificeerd en die bestaan uit:

a) de naam of de firmanaam van de persoon die daartoe is aangewezen door de abonnee;

b) de initiaal of initialen van de gebruikelijke voornaam in geval van een gebruiker die een natuurlijke persoon is;

c) het adres van de gebruiker met vermelding van de straatnaam, van het huisnummer en van de gemeente;

5° « aanbieder van een telefoongids » : de persoon die een aangifte heeft ingediend overeenkomstig artikel 45 van de wet om een telefoongids te verstrekken.

HOOFDSTUK II. — *De telefoongidsen*

Art. 2. § 1. De aangifte waarvan sprake in artikel 45 van de wet, wordt bij een ter post aangetekend schrijven verstuurd naar het Instituut.

Deze aangifte omvat :

1° de identiteit en het adres van de aangever. Indien de aangever een rechtspersoon is, de rechtsvorm, de benaming en de precieze vermelding van de maatschappelijke zetel, alsook een afschrift van de statuten;

2° een verbintenis om binnen twee maanden volgend op de indiening van de aangifte bij het Instituut, een overeenkomst te sluiten met de ombudsdienst voor telecommunicatie.

Die overeenkomst bepaalt de nadere regels voor de behandeling van de klachten waarvan sprake in artikel 43bis, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

3° de oorsprong van de gegevens die de basis vormen voor de uitgave van de telefoongids;

4° de definitie van de beoogde territoriale dekking;

5° in voorkomend geval, de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten die in de gids worden opgenomen;

6° de beoogde financieringswijze;

7° behalve de verstrekking van abonneegegevens, de overige door de telefoongids verstrekte dienst(en);

8° de voorwaarden voor het beschikbaar stellen van de telefoongids aan het publiek;

9° de eventuele voorwaarden inzake recycling van de vervangen telefoongidsen.

10° le ou les types de supports sur lesquels l'annuaire est mis à la disposition du public;

§ 2. Toute modification d'un des éléments ayant fait l'objet de la déclaration au § 1^{er} doit être communiquée à l'Institut au moins deux semaines avant son entrée en application.

Art. 3. Les fournisseurs des annuaires, communiquent à l'Institut la liste des personnes avec lesquelles ils ont conclu un contrat conformément à l'article 45, § 2, de la loi, pour la fourniture des données conformément à l'article 133 de la loi.

Art. 4. Les données abonnés sont limitées aux données abonnés minimales à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à la publication de données supplémentaires en ce compris le prénom complet, l'activité professionnelle de l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitant avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre. Ces données minimales sont mentionnées gratuitement pour autant que les utilisateurs finals entrent dans la catégorie visée à l'article 2, § 1^{er}, 5°, du présent arrêté et qu'ils soient situés dans les zones géographiques couvertes par l'annuaire.

Art. 5. Toute personne confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel qu'en soit le support, en fournit gratuitement trois exemplaires mis à jour à l'Institut.

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 6. L'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Notre Ministre qui a les Communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

10° de soort(en) van dragers waarop de telefoongids aan het publiek beschikbaar wordt gesteld.

§ 2. Elke wijziging van een van de elementen die volgens § 1 zijn aangegeven, moet ten minste twee weken voor ze van kracht wordt aan het Instituut worden meegedeeld.

Art. 3. De aanbieders van telefoongidsen, delen aan het Instituut de lijst mee van de personen met wie zij een contract hebben gesloten overeenkomstig artikel 45, § 2, van de wet, voor de levering van de gegevens overeenkomstig artikel 133 van de wet.

Art. 4. De abonneegegevens worden beperkt tot de minimale abonneegegevens, tenzij de abonnee zonder de minste dubbelzinnigheid zijn toestemming heeft verleend om aanvullende gegevens te publiceren, met inbegrip van de volledige voornaam, de beroepsbezigheid van de eindgebruiker, alsook de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam wensen te worden vermeld. Die minimale gegevens worden gratis vermeld voorzover de eindgebruikers onder de categorie vallen, bedoeld in artikel 2, § 1, 5°, van dit besluit en voor zover zij gevestigd zijn in de geografische zones die door de gids worden gedekt.

Art. 5. Elke persoon die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, verstrekt, ongeacht de drager ervan, kosteloos drie bijgewerkte exemplaren van die gids aan het Instituut.

HOOFDSTUK III. — Opheffings- en Slotbepalingen

Art. 6. Het koninklijk besluit van 14 september 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp wordt opgeheven de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 7. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Elektronische Communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3048

[C - 2007/11364]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les modalités du mécanisme ouvert de désignation du prestataire de la composante du service universel des communications électroniques consistant en la mise à disposition de postes téléphoniques publics

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques a ouvert à toute personne intéressée la possibilité de prester tout ou partie de l'ensemble des composantes du service universel des communications électroniques. Sous l'empire des dispositions anciennes de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, il revenait à la société anonyme de droit public BELGACOM de prester l'intégralité du service universel des télécommunications.

Cette réforme du service universel en matière de communications électroniques résulte de l'adoption, au cours de l'année 2002, des directives européennes constituant le "paquet télécom", et plus particulièrement de la Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive "service universel").

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3048

[C - 2007/11364]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels van het open mechanisme voor het aanwijzen van de aanbieder van het element van de universele dienst inzake elektronische communicatie dat bestaat in de beschikbaarstelling van openbare telefoons

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie biedt aan elke geïnteresseerde de mogelijkheid om de elementen van de universele dienst inzake elektronische communicatie geheel of gedeeltelijk aan te bieden. Onder de vroegere bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, kwam het de naamloze vennootschap van publiek recht BELGACOM toe om de hele universele telecommunicatiedienst aan te bieden.

Deze hervorming van de universele dienst inzake elektronische communicatie vloeit voort uit de aanneming in de loop van 2002 van de Europese richtlijnen die samen het "telecompakket" vormen, en meer bepaald Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de universele dienst en de rechten van de gebruikers met betrekking tot de elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Universele dienstrichtlijn").